



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° *DCC-BREUV-2021-301-1*

Société PRAXYVAL
Avenue de Chalon
71640 GIVRY

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-8, L. 511-1, L. 512-6-1, L. 512-19 et R. 512-39-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral n° D2B2-00-3957 du 1^{er} septembre 2000 autorisant la société ZOLPAN à exploiter un établissement de fabrication de peintures et autres produits techniques de revêtement et de décor pour le bâtiment sur la commune de Givry, modifié ;

VU le récépissé en date du 21 septembre 2007 délivré à la société PRAXYVAL transférant à son profit l'autorisation précitée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2012 constatant la mise à l'arrêt des installations ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis le 14 septembre 2021 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de la société PRAXYVAL à la transmission du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que la société PRAXYVAL a exploité, au plus tard jusqu'à l'année 2009, des installations classées pour la protection de l'environnement situées avenue de Chalon sur la commune de Givry ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'exploitant, de veiller au respect des obligations découlant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence de notification de la date de l'arrêt définitif des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation et situées avenue de Chalon sur la commune de Givry ;

CONSIDÉRANT l'absence d'information sur les dispositions prises ou prévues pour évacuer l'ensemble des produits dangereux et des déchets présents sur le site situé avenue de Chalon sur la commune de Givry et exploité par la société PRAXYVAL ;

CONSIDÉRANT l'absence d'information sur les dispositions prises ou prévues pour interdire ou limiter l'accès au site de GIVRY ;

CONSIDÉRANT l'absence d'information sur les dispositions prises ou prévues pour supprimer les risques d'incendie et d'explosion sur le site de GIVRY ;

CONSIDÉRANT l'absence d'information sur les dispositions prises ou prévues pour assurer la surveillance des effets des installations du site de GIVRY sur leur environnement ;

CONSIDÉRANT dans ces conditions que la société PRAXYVAL, ne respecte pas les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que des terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage sont libérés et que l'usage futur des terrains n'a pas été défini par l'arrêté d'autorisation précité, le ou les types d'usage sont déterminés conformément aux dispositions de l'article R. 512-39-2 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'information fournie par l'exploitant, la société PRAXYVAL ne respecte pas les dispositions de l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L.512-19 du code de l'environnement dispose que : *« lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif »* ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PRAXYVAL, de mettre à l'arrêt définitif ses installations afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1

La société PRAXYVAL dont le siège social est avenue de Chalon sur la commune de GIVRY (71), est mise en demeure de procéder à la mise à l'arrêt définitif de ses installations, suivant les délais précisés ci-après à compter de la date de notification du présent arrêté.

Notification et mise en sécurité

Dans un délai d'un mois, en procédant à la notification prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- notification au préfet de Saône-et-Loire de la date de l'arrêt définitif des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- indiquant au préfet de Saône-et-Loire les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site comprenant :
 - l'évacuation des produits dangereux, et des déchets présents sur le site ;
 - l'interdiction ou la limitation d'accès au site ;
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Dans un délai de trois mois, en mettant en œuvre lesdites mesures de mise en sécurité du site prises ou prévues.

Dans un délai de 4 mois, en transmettant au préfet les pièces justificatives de la mise en œuvre desdites mesures.

Usage futur

Dans un délai d'un mois, en transmettant au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer, conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

Dans un délai d'un mois, en transmettant au préfet une copie desdites propositions.

Dans un délai de quatre mois, en informant le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. En cas de désaccord, les alinéas suivants de l'article R.519-39-2 seront déclinés, dans le respect des délais fixés par le code de l'environnement.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas respectée dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société PRAXYVAL les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de GIVRY et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de GIVRY pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de GIVRY.
- Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée identique.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS

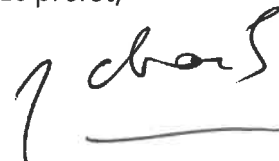
Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 – EXECUTION –

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de GIVRY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie leur sera faite.

Mâcon, le 28 OCT. 2021

Le préfet,



Julien CHARLES

